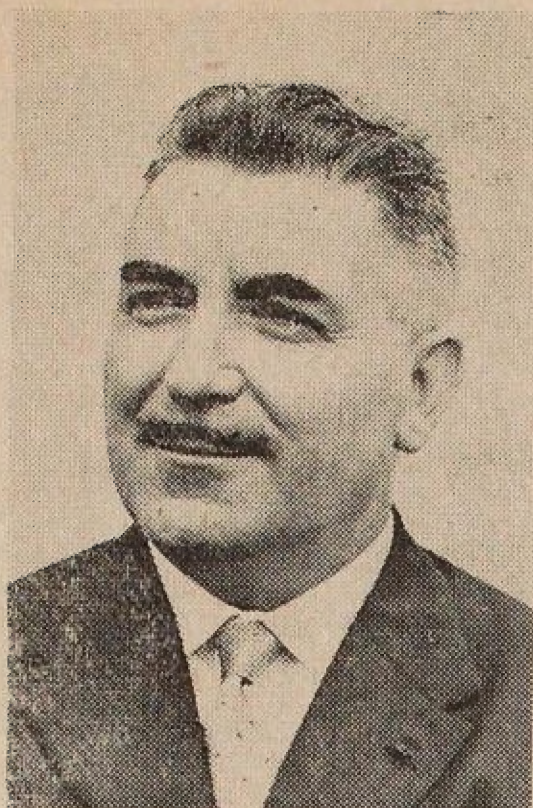


ELECTIONS LEGISLATIVES DU 5 MARS 1967

DEPARTEMENT DU TARN - 3^e CIRCONSCRIPTION



Liste de Défense Ouvrière, Paysanne
Artisanale et des Petits Commerçants

Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste

ELECTRICES, ELECTEURS,

Voici quatre ans, vous nous avez accordé votre confiance.
Nous revenons devant vous, conscients d'avoir tenu **nos enga-
gements**, convaincus de votre confiance élargie.

NOUS NOUS REPRÉSENTONS :

EN TARNAIS, attachés aux cités et aux hommes de chez nous.

EN ELUS LOCAUX, l'un et l'autre Maire et Conseiller général, informés par là même, des difficultés croissantes des collectivités locales.

EN HOMMES D'ACTION ET D'EFFICACITE, fermement décidés à poursuivre les initiatives nécessaires au développement de notre Région jusqu'au Parlement Européen où Georges SPENALE est le premier élu du Tarn.

EN HOMMES DE BONNE VOLONTE : Nous nous sommes comportés en « élus de tous », le cœur ouvert aux petites gens, la main tendue aux réconciliations départementales, engagés au plan national dans le « Regroupement des Partis Républicains » demandé par notre programme de 1962.

EN REPUBLICAINS :

- qui n'ont cessé de lutter contre l'abus des procédures qui font du Parlement, une simple Chambre d'Enregistrement ;
- qui entendent contribuer de toutes leurs forces, au retour à l'équilibre des pouvoirs, à la République vraie.

NOTRE PROGRAMME

I - Coopération pacifique :

- ★ Avec l'EUROPE, élargie à l'Angleterre et à ses amis, associée aux autres Pays Européens, partenaire égale en puissance économique, supérieure en expérience politique aux grands ensembles actuels, capable dès lors d'assumer avec l'autorité nécessaire les initiatives indispensables aux fondations de la Paix.
- ★ Pour le DESARMEMENT : Signature des accords contre les essais nucléaires et contre la dissémination des armes atomiques ; institution d'un système efficace d'arbitrage international ; désarmement général simultané et contrôlé.
- ★ Contre la FAIM : Plan Alimentaire Mondial, permettant d'écouler les excédents des uns vers la faim des autres tout en améliorant les chances de paix.

Pour fonder la paix, il faut, dans une action liée, réduire l'armement des riches et la faim des pauvres.

II - Efficacité républicaine :

Par un triple contrat entre le Gouvernement et l'Assemblée.

A) - **CONTRAT POLITIQUE** : Le Gouvernement de Législature :

— Il faut revenir à l'équilibre des pouvoirs dans le maintien de la stabilité : Le Gouvernement ne doit plus être maître absolu de l'ordre du jour du Parlement ; l'Assemblée nationale ne doit pas rester maîtresse absolue de la vie des Gouvernements : en cas de censure elle doit être automatiquement dissoute et revenir aux urnes.

Une Législature : Un Gouvernement.

B) - **CONTRAT ECONOMIQUE** : Le plan de Législature

Chaque législature doit préciser ses options économiques dans un plan de même durée, préparé et débattu à l'échelle régionale.

Majoritaires, nous reverrions le V^e Plan dans le sens :

- du relèvement des taux d'expansion ;
- du **plein emploi** pour la main-d'œuvre ;
- de l'accroissement des moyens des collectivités locales ;
- de la régionalisation des investissements et de la décentralisation industrielle ;
- de l'institution d'un **programme systématique de Grands Travaux au bénéfice du Monde Agricole** : irrigation, adduction d'eau, assainissement, renforcement électrique, etc.

C) - **CONTRAT SOCIAL** : Une Législature : Une étape sociale :

Il faut dire comment seront répartis les fruits de l'expansion.

AUX JEUNES. — Progresser vers l'**égalité des chances** : Bourses plus nombreuses, allocations d'études ; accroissement des crédits pour les handicapés ; **crédit social** pour faciliter l'installation des **jeunes ménages**, comme nous l'avons demandé dans le **débat sur l'usure** ; réduction, **égale pour tous**, du service militaire à 12 mois puis 8 mois.

AUX TRAVAILLEURS. — Révision sincère du salaire minimum interprofessionnel garanti (industriel et agricole) ; augmentation du nombre des **logements sociaux** ; amélioration de la sécurité sociale des agriculteurs, artisans et petits commerçants ; abaissement progressif de l'âge de la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes (proposition de loi Cassagne).

AUX PERSONNES AGEES. — Accroître sensiblement l'**allocation aux personnes âgées** et la **retraite des vieux travailleurs**, en restituant à leur caisse, les recettes créées pour eux par la loi de 1956 : programme massif de logement pour les vieux ménages ; application sincère du rapport Constant pour les anciens combattants.

AUX RAPATRIES. — Un crédit humain et l'indemnisation.

EQUITE FISCALE. — Détaxation de tout revenu inférieur au S.M.I.G. ; définition par exploitation familiale d'un revenu minimum social exonéré d'impôt ; réforme du droit successoral pour les héritages modestes.

Au fil des âges, une école, un emploi, un toit ; à tout âge, un minimum social, proclamé « indexé » insaisissable.

III - Renaissance régionale :

La Région piétine :

Les **Conseils Economiques Régionaux** restent à créer : La C.O.D.E.R., dominée par des fonctionnaires, sert plutôt de caution aux décisions administratives arrêtées en dehors d'elle.

Les crédits sont insuffisants : Pour l'**agriculture** « l'enveloppe régionale » contient à peine un tiers des crédits estimés indispensables par le « **Rapport de synthèse 1965** ».

La **réduction des subventions** impose aux départements et communes un autofinancement insoutenable.

Il faut redemander la **réforme de la fiscalité**, laisser aux collectivités locales une **part des grands impôts** et, comme en Italie, les taxes supportées par certains produits agricoles.

Et même cela ne suffira pas : Les provinces riches y gagneront plus que les provinces pauvres, la disparité continuera.

Seul un **programme** hardi, combinant les **implantations industrielles** et de **grands travaux agricoles**, à la manière de celui qui a été poursuivi dans le Sud de l'Italie avec l'aide de la Communauté Européenne, peut transfigurer une vaste région périphérique comme le Sud-Ouest.

Dans la mesure où l'Etat n'a pas les moyens — ou la volonté — de l'entreprendre, c'est **vers l'Europe** qu'il faut se tourner pour demander que soit accompli, chez nous, ce qui l'a été dans le **Mezzogiorno, terre d'exode qui a su revivre**.

C'est vers l'adoption d'un tel programme que nous voulons tendre tous nos efforts inlassablement, en liaison avec tous ceux qui acceptent, où qu'ils se trouvent, et quelles que soient leurs options, de consacrer leur activité et leurs moyens à la **prospérité de la « Petite Patrie »**.

VIVE LE TARN !

VIVE LA REPUBLIQUE !

Georges SPENALE

Député sortant
Conseiller général de Rabastens
Maire de Saint-Sulpice
Représentant de la France au Parlement Européen
Officier de la Légion d'Honneur

Léopold RAYNAUD

Maire et Conseiller général de Puylaurens
Artisan Ebéniste
Cultivateur

VU LES CANDIDATS.